

Commission : Environnement

Question : L'après Cop 21

Auteur : Ethiopie

La signature de l'Accord de Paris à l'issue de la COP21 a donné au monde un nouvel élan dans le combat contre le réchauffement climatique. Cet accord vise à contenir l'élévation de la température moyenne de la planète en dessous de 2 °C par rapport au niveau préindustriel. Aujourd'hui l'élévation de la température moyenne de la planète a déjà atteint 0.85 °C, il est donc crucial pour l'avenir de la planète de prendre des mesures adéquates à la situation climatique actuelle.

L'Ethiopie a toujours été très soucieuse de l'environnement et a été dans le passé un faible émetteur de gaz à effet de serre, le responsable du réchauffement climatique. Notre pays est comme la plupart des régions dans le monde confronté aux défis liés au changement climatique et fait même partie des régions subissant de nombreuses conséquences directes liées à la hausse des températures. Le changement climatique provoque des fluctuations pluviométriques sévères, se manifestant sous forme de sécheresses et d'inondations, déstabilisant notamment le secteur agricole, représentant 42% du PIB national et 85% des emplois, paralysant ainsi partiellement l'économie du pays et provoquant des vagues d'émigration dans les zones touchées par ces phénomènes. C'est pour cette raison que l'Ethiopie accueille très favorablement l'engagement des Nations Unies contre le changement climatique à la suite de la COP21 et affirme ses responsabilités auprès de la communauté internationale.

Notre Pays a toujours soutenu les accords internationaux concernant le climat et les réductions d'émissions de gaz à effet de serre par le passé, notamment au cours des négociations du protocole de Kyoto en 1997 et du sommet de Copenhague en 2009, avec entre autres la proposition de NAMAs<sup>1</sup> dans le secteur de la production de l'électricité et des transports.

Dans le cadre de la COP21, l'Ethiopie a introduit sa contribution volontaire en juin dernier, contenant l'objectif de limiter les émissions de gaz à effet de serre excluant LULUCF<sup>2</sup> à 185 MtCO2e<sup>3</sup> d'ici 2030, ce qui représente une réduction d'environ 40% par rapport au scénario BAU<sup>4</sup>, qui prévoit des émissions d'au moins 400 MtCO2e en 2030 : Une contribution même jugée plus ambitieuse que les suggestions relatives au partage des efforts. Pour atteindre ces objectifs l'Ethiopie mise principalement sur le secteur forestier, qui a une lourde influence sur le LULUCF et dont on attend une réduction de 130 MtCO2e. Notre pays participe à des initiatives REDD (Reducing Emissions from Deforestation and Forest Degradation) et a mis en place le deuxième programme d'afforestation et de reforestation à l'échelle mondiale.

Aujourd'hui il est indiscutable que nous avons atteint des limites au delà desquelles le changement climatique aura des conséquences irrémédiables pour la planète. C'est pour cette raison que nous insistons afin qu'une économie neutre en carbone devienne non-seulement un objectif national, mais aussi mondial. Pour cela il est nécessaire que chacun apporte une contribution à la lutte contre le changement climatique. Réduire les émissions de gaz à effet de serre est une priorité pour notre pays. Nous avons déjà mis en place avec l'aide d'organisations non-gouvernementales et d'autre acteurs publics et privés, des projets de développement des transports et surtout des énergies renouvelables, en particulier des énergies hydraulique et éolienne (fermes éoliennes dans le nord du pays). Notre gouvernement mise sur un développement des énergies renouvelables visant l'autonomie énergétique qui accompagnera l'augmentation de l'accès à l'électricité des populations dans notre pays, avec un objectif de raccordement au réseau électrique de près de 100% en 2020. C'est le but du programme SREP (Scaling-Up Renewable Energy Program) auquel l'Ethiopie participe. En complément du développement des énergies renouvelables, notre objectif est également d'augmenter l'efficacité énergétique dans tous les secteurs, en particulier dans le domaine des transports, un des responsables majeurs des émissions de GES.

Dans ce contexte l'urbanisation de notre pays privilégiera le développement de modes de transport urbain neutres en carbone, comme par exemple notre projet de construction de réseaux de transport

public dans nos villes (premier succès : inauguration en septembre dernier de la première ligne de métro à Addis Abeba).

Cette démarche vise à éviter un développement lourd en émissions qu'ont connu la plupart des pays industrialisés, enjeu déterminant pour un pays comme le nôtre, avec un taux de croissance élevé (7%).

Ce développement nécessite cependant dès aujourd'hui un soutien international et c'est pour cela que nous insistons sur l'importance des aides à l'adaptation et sur le partage des technologies, deux points négociés au cours de la COP21. La solidarité internationale est donc cruciale pour la réussite d'un développement neutre en carbone à l'échelle mondiale.

L'Ethiopie espère donc, à la suite de la COP21, un engagement international, notamment des pays industrialisés pour mener le monde vers un futur neutre en gaz à effet serre, favorisant l'aide à l'adaptation et l'échange de technologies avec les pays les plus vulnérables au changement climatique.

1 Nationally Appropriate Mitigation Actions

2 Land-Use, Land-Use Change & Forestry

3 Metric Tonne Carbon Dioxide Equivalent

4 Business As Usual